



VILLE DE COMBOURG  
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille treize, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**19 JUIN 2013**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code  
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	5
Nombre de Conseillers présents	:	20
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	13 Juin 2013
Date d'affichage du compte-rendu	:	25 Juin 2013

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS (à partir de la question n° 13-76), Mme Roselyne MARCHAND

**Absents excusés** : M. Joël HAMELIN, M. Marcel FOUQUET, Mme Joëlle COLLIN, Mme Odile DELAHAIS, Mme Magali TREMORIN, Mme Chantal GUILLEMER

**Absents non excusés** : M. Bruno TREMAUDAN, Mme Michèle BEAUDOUIN, M. Joël DESVAUX

**Pouvoirs** : M. HAMELIN à M. LE BESCO ; M. FOUQUET à M. LEGRAND ; Mme COLLIN à M. BADIGNON ; Mme DELAHAIS à M. COCHARD ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE

\*\*\*\*\*

**Président de séance** : M. Joël LE BESCO, Maire  
**Secrétaire de séance** : M. Henri NOEL, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

### **Rappel de l'Ordre du jour :**

- 13-73) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 13-74) Remplacement de Monsieur Theuret dans diverses commissions municipales
- 13-75) Lancement de l'enquête publique de l'AVAP
- 13-76) Modification du tableau des effectifs au 01/072013
- 13-77) Médiathèque – Accompagnement Leader
- 13-78) Pôle Santé – Dénomination et numérotage
- 13-79) Travaux de maçonnerie sur façade arrière de La Poste et réfection des couvertures sur bâtiments annexes de La Poste
- 13-80) Admission en non-valeur – Commune (Années 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2013)
- 13-81) Compte-rendu des avenants aux marchés de travaux signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des marchés publics
- 13-82) Compte-rendu des avenants aux marchés de maîtrise d'oeuvre signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des marchés publics
- 13-83) Avenant et prolongation du Plan d'Aménagement Patrimonial (PAP)
- 13-84) Médiathèque – Modification des critères de conservation des périodiques
- 13-85) Installations classées – Enquête publique – Dossier « Gaec de LA COUR »
- 13-86) Construction de voirie 2013 – Validation APD et DCE
- 13-87) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des marchés publics
- 13-88) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 13-89) Vœu pour le maintien des centres d'examen du Code et du Permis de Conduire à Combourg

---

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et indique au Conseil Municipal qu'il souhaite ajouter un nouveau point à l'ordre du jour du Conseil Municipal concernant le maintien des centres d'examen du Code et du Permis de Conduire à Combourg pour lequel il souhaiterait émettre un vœu.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE ce nouveau point qui sera abordé en fin de séance du Conseil Municipal.

Puis Monsieur le Maire passe à l'ordre du jour.

### **13-73) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Henri NOEL, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 30 Avril 2013 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

### **13-74) REMPLACEMENT DE M. THEURET DANS DIVERSES COMMISSIONS MUNICIPALES**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO

Monsieur Johan THEURET ayant démissionné du Conseil Municipal, il a été remplacé par Madame Chantal GUILLEMER, qui a déjà siégé lors de la précédente réunion du Conseil Municipal, le 30 Avril 2013.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de procéder au remplacement de Monsieur Johan THEURET au sein des commissions dans lesquelles il siégeait, à savoir :

- la commission « Finances »
- la commission « Action Economique, Tourisme »

Avant de procéder à ce vote, Monsieur le Maire rappelle que l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur du vote à main levée pour la désignation de ces membres.

Monsieur LE BESCO invite alors le Conseil Municipal à procéder à la désignation desdits membres.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DESIGNER les conseillers municipaux suivants :

- **commission Finances** :

Mme Marie-Thérèse SAUVEE

- **commission Action Economique, Tourisme** :

Mme Michèle BEAUDOUIN

**13-75) LANCEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE DE L'AVAP (AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE)**

Rapporteur : Monsieur LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2012, le projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) a été arrêté.

Le dossier a ensuite été soumis à la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS), qui s'est réunie le 26 mars 2013.

La commission a été informée des échanges constructifs intervenus en Commission Locale de l'AVAP (CLAVAP) et des dispositifs mis en place par la commune pour la concertation avec le public. Elle a souligné la très bonne qualité de l'étude et la cohérence du projet. La commission a émis un avis favorable, à l'unanimité, au projet de création de l'AVAP assorti de quelques observations :

- la délimitation du périmètre, notamment au sud-ouest : les contours de l'AVAP doivent impérativement suivre les limites parcellaires du cadastre ;
- la difficulté de définir de façon trop précise la nature des dispositifs ou matériaux à employer dans le domaine des énergies renouvelables, tout en concédant le fait que la CLAVAP puisse par la suite apporter des modifications ou compléments à tout moment ;
- l'information que doit effectuer la commune de Combours aux communes limitrophes au sujet de la création de l'AVAP.

Le dossier de création de l'AVAP a été transmis aux personnes publiques associées le 24 mai 2013 qui disposent de 2 mois à compter de leur saisine, pour émettre un avis sur le projet d'AVAP. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, leur avis est réputé favorable.

Compte tenu des éléments évoqués ci-dessus, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à engager et conduire la procédure d'enquête

publique, préalable à la création de l'AVAP, qui pourrait avoir lieu du 23 Septembre au 25 Octobre 2013.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions et DONNE TOUS POUVOIRS au Maire pour mener à bien ce dossier.

### **13-76) MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS AU 01/07/2013**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal qu'afin de mettre le tableau des effectifs en adéquation avec le personnel en place, et pour faire face aux besoins, il y a lieu d'effectuer la **modification** suivante :

**Au 1<sup>er</sup> Juillet 2013 - *Suppression* de poste :**

1 poste à temps complet **d'Auxiliaire de Puériculture de 1<sup>ère</sup> classe**

**Au 1<sup>er</sup> Juillet 2013 - *Création* de poste**

1 poste à temps complet **d'Educateur de Jeunes Enfants**

Cette création étant motivée par l'admission au concours et l'inscription sur liste d'aptitude d'un agent.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

### **13-77) MEDIATHEQUE LES SOURCES – ACCOMPAGNEMENT LEADER**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n°13-12 du 27 février 2013, le Conseil Municipal a validé le projet de développement d'activités de la médiathèque et son plan de financement dans la perspective d'un accompagnement par le programme Leader.

En synthèse, les actions déclinées dans ce projet participent d'une démarche plurielle :

- Renforcer l'attractivité de l'équipement notamment en proposant des outils et des aménagements pour permettre l'appropriation des évolutions numériques par les usagers ;

- rendre accessible le service à ceux qui ne peuvent se rendre à la médiathèque ;
- promouvoir la découverte de la poésie ;
- informer la population du bassin de vie des nouveaux services créés.

Certains devis concernant les postes de dépenses ont été ajustés et il convient donc de valider le nouveau plan de financement.

Les acquisitions nécessaires pour déployer les actions du dispositif sont récapitulées dans le tableau suivant :

Renforcer l'attractivité	Désignation	Coût HT
<b>Bibliographie numérique</b>	Tablettes tactiles pour présentations interactives	1 018.40 €
	Ouvrages numériques enrichis	400,00 €
	Fixation sécurisée pour tablettes numériques	434.45 €
	Mobilier pour espace bibliographie numérique	6 653.34 €
<b>Liseuses</b>	Modèle tactile, simple, en 15 exemplaires	1 252.95 €
<b>Matériel d'exposition</b>		5 950,00 €
<b>Espace seniors</b>	Mobilier	3 292.67 €
<b>Sous-total</b>		<b>19 001.81 €</b>

Hors les murs	Désignation	Coût HT
<b>Portage</b>	Triporteur Piaggio Fourgon	4 450.00 €
	Habillage triporteur	230.00 €
	Préparation du portage	5 235.00 €
<b>Portail</b>	Fonds audio dématérialisé	8 650.00 €
	Portail web eSesame	3 700.00 €
<b>Sous-total</b>		<b>22 265.00 €</b>

Découverte de la poésie	Désignation	Coût HT
<b>Bouche à oreille</b>	Sculptures	9 000.00 €
	Sonorisation du dispositif	395.08 €
<b>Sous-total</b>		<b>9 395.08 €</b>

Communication	Désignation	Coût HT
<b>Information du public</b>	Conception / impression d'un dépliant	1 185.00 €
	Diffusion du dépliant	2 141.69 €
<b>Sacs toile</b>	Fabrication de sacs en toile sérigraphiés	1700.00 €
<b>Sous-total</b>		<b>5 026.69 €</b>

Le nouveau plan de financement du dispositif est présenté dans le tableau ci-dessous :

DEPENSES			RECETTES		
Postes de dépenses	Montant	%	Concours financiers	Montant	%
Attractivité	19 002 €	34	LEADER	30 000 €	53.9
Hors les murs	22 265 €	40	Ville de Combours (autofinancement)	25 689 €	46.1
Découverte de la poésie	9 395 €	17			
Communication	5 027 €	9			
<b>TOTAL</b>	<b>55 689 €</b>	<b>100</b>	<b>TOTAL</b>	<b>55 689 €</b>	<b>100</b>

Pour rappel, le plan de financement initial du dispositif était le suivant :

RECETTES				
Postes de dépenses	Montant HT	Concours financiers	Montant	%
Attractivité	19 746.00 €	LEADER	30 000.00 €	53.4
Hors les murs	23 282.50 €	Ville de Combours (autofinancement)	26 138.60 €	46.6
Découverte de la poésie	9 395.10 €			
Communication	3 715.00 €			
<b>TOTAL</b>	<b>56 138.60 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>56 138.60 €</b>	<b>100</b>

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de valider le nouveau plan de financement de l'opération présentée ci-dessus.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

### **13-78) POLE SANTÉ – DENOMINATION ET NUMEROTAGE**

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 13.61 en date du 30 avril 2013, il a été décidé d'accepter le principe de vente d'une partie du terrain communal située à proximité du foyer logement afin de permettre l'implantation de professionnels de santé.

Afin de permettre l'avancement du dossier et de faciliter les démarches administratives il y a lieu de procéder à la dénomination et au numérotage de ce secteur.

Ce quartier ayant été très longtemps emprunté par la Congrégation des Filles de la Providence, il est proposé de leur rendre hommage et de nommer cette place « **Place des Soeurs de la Providence** » et de numéroter les bâtiments aspectés sur le parking de la façon suivante :

#### **Numéros impairs :**

Parcelle référencée section AH n°179 divisée

**N° 1**

**N° 3**

**N° 5**

**N° 7**

Monsieur LE BESCO demande au Conseil Municipal de :

- confirmer la dénomination et le numérotage proposés
- d'autoriser la mise en place des panneaux correspondants et la distribution des plaques de numéros aux acquéreurs des terrains.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix Pour et 2 Abstentions, ADOPTE ces propositions.

### **13-79) TRAVAUX DE MACONNERIE SUR FACADE ARRIERE DE LA POSTE ET REFECTION DES COUVERTURES SUR BATIMENTS ANNEXES DE LA POSTE**

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que des travaux de maçonnerie sur la façade nord du bâtiment de La Poste sont à réaliser depuis la démolition du centre de tri, relocalisé aujourd'hui dans Le Parc d'Activités de la Gare.

De plus, les couvertures des bâtiments annexes de La Poste (bâtiments annexes à gauche et à droite de la poste le long de la rue Notre Dame, bâtiment préau à droite de la poste, bâtiment chaufferie à gauche de la poste) étant vétustes, il a été décidé de procéder également à leur réfection.



A cet effet, une déclaration préalable pour travaux de maçonnerie façade arrière de la Poste et réfection des couvertures des bâtiments annexes de La Poste a été déposée le 17 avril 2013 et accordée le 22 mai 2013.

L'Architecte des bâtiments de France a émis un avis favorable avec la prescription suivante :

- *Le faîtage des bâtiments n° 1 et n° 2 situés sur la rue Notre-Dame sera traité à faîtière de terre cuite, non vieillie, sans emboîtement, posé à crêtes et embarrures et hourdé au mortier de chaux naturelle*

Une consultation auprès de 3 entreprises a été menée afin d'effectuer les travaux de maçonnerie de la Poste et la réfection des toitures des bâtiments annexes de la Poste

En ce qui concerne les travaux de maçonnerie de la Poste, les résultats de l'appel d'offres sont les suivants :

- SARL ORY de Lourmais pour un montant HT de 1 242.30 €
- SARL BERHAULT de Meillac pour un montant HT de 1 355.52 €
- SARL FAVRON de Tressé pour un montant HT de 1 093.00 €

Après étude, il a été décidé de retenir la SARL FAVRON de Tressé pour un montant HT de 1 093.00 € soit 1 169.51 € TTC.

En ce qui concerne les travaux de réfection de couverture sur bâtiment annexe de la poste, les résultats de l'appel d'offres sont les suivants :

- EURL HODEBOURG de Cuguen pour un montant HT de 20 697.76 €
- EURL Clément GAVARD de Combourg pour un montant HT de 20 382.10 €
- GAUTIER Couverture de Combourg pour un montant HT de 22 521.48 €

Après étude, il a été décidé de retenir l'entreprise GAVARD pour un montant HT de 20 382.10 € soit 24 376.99 € TTC.

Le bâtiment de La Poste, ainsi que les bâtiments annexes situés le long de la rue Notre Dame, sont répertoriés « Patrimoine Architectural Remarquable » dans l'AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) et font partie du PAP (Plan d'Aménagement du Patrimoine).

Madame GIROUX propose de solliciter des subventions auprès :

- De la Région, au titre de l'Association des Petites Cités de Caractère
- De l'Etat, notamment la Direction Régionale des Affaires Culturelles

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**13-80) ADMISSION EN « NON VALEUR » - COMMUNE (années 2007-2008- 2009 - 2010 - 2011 et 2013)**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, par courriers en date du 22 avril 2013, le Receveur Municipal a fait savoir que des titres émis en 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2013 restent en solde dans les comptes de la commune. Il s'agit des créances suivantes :

- Une créance de **304.10 €** qui concerne :
  - Un titre émis pour un montant de **70.36 €** (impayés cantine)
  - Un titre émis pour un montant de **10.28 €** (impayés garderie)
  - Un titre émis pour un montant de **3.79 €** (impayés cantine)
  - Un titre émis pour un montant de **3.79 €** (impayés cantine)
  - Un titre émis pour un montant de **60.16 €** (impayés halte-garderie)
  - Un titre émis pour un montant de **5.21 €** (impayés garderie)
  - Un titre émis pour un montant de **6.46 €** (impayés halte-garderie)
  - Un titre émis pour un montant de **7.58 €** (impayés cantine)
  - Un titre émis pour un montant de **11.10 €** (impayés halte-garderie)
  - Un titre émis pour un montant de **12.42 €** (impayés garderie)
  - Un titre émis pour un montant de **20.70 €** (impayés garderie)
  - Un titre émis pour un montant de **26.67 €** (impayés garderie)
  - Un titre émis pour un montant de **0.30 €** (téléphone)
  - Un titre émis pour un montant de **0.88 €** (impayés garderie)
  - Un titre émis pour un montant de **8.97 €** (impayés garderie)
  - Un titre émis pour un montant de **8.97 €** (impayés garderie)
  - Un titre émis pour un montant de **46.38 €** (impayés cirque)
  - Un titre émis pour un montant de **0.08 €** (impayés location salle)
  
- Une créance de **26, 53 €** qui concerne :
  - Un titre émis pour un montant de **26,53 €** (impayés cantine)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des titres irrécouvrables transmis par Monsieur le Trésorier de TINTENIAC pour lesquels il a été demandé l'admission en non-valeur,

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'admettre ces titres en non-valeur.

Cette somme sera réglée sur l'article 6541 de l'exercice en cours.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**13-81) COMPTE RENDU DES AVENANTS AUX MARCHES DE TRAVAUX SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008, modifiée par délibération n° 12-197 du 19 décembre 2012, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame GIROUX rend compte des avenants au marché de travaux qui ont été signés par le Maire :

Tableau récapitulatif des avenants aux marchés de travaux à procédure adaptée				
Travaux – N°lot-Nom du titulaire- Montant du marché H.T.	Objet et n° de l'avenant	Montant de l'avenant H.T.	% de l'avenant / au montant du marché initial	Nouveau montant du marché H.T.
Viabilisation lotissement Gare/Bel Air FTPB- lot n° 3 réseaux souples 166 209 € (avenant n°1 = - 3 230 €)	Avenant n° 2  Pose de câbles suite au déplacement d'un coffret EP	428 €	1.68 %  (cumul avec avenant n° 1)	163 407 €

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

**13-82) COMPTE RENDU DES AVENANTS AUX MARCHES DE MAITRISE D'OEUVRE SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008, modifiée par délibération n° 12-197 du 19 décembre 2012, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22

du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame GIROUX rend compte des avenants au marché de maîtrise d'œuvre qui ont été signés par le Maire :

Tableau récapitulatif des avenants aux marchés de maîtrise d'œuvre à procédure adaptée				
Objet de l'avenant	Nom du Maitre d'Œuvre	Montant des travaux HT en phase APD	Taux de rémunération En %	Montant de la rémunération définitive du Maitre d'Œuvre
Fixation de la rémunération définitive du Maitre d'œuvre en phase APD	<b>CABINET BOURGOIS</b> 3 rue des Tisserands CS 96838 Betton 35768 ST GREGOIRE	<b>148 000 €</b>	<b>5.70 %</b>	<b>8 436 € HT soit 10 089.45 € TTC</b>
Fixation de la rémunération définitive du Maitre d'œuvre en phase APD	<b>EURL IDTP</b> Le Pigeon Blanc 22100 BOBITAL	<b>671 894.65 €</b>	<b>0.439171 %</b>	<b>2 950.76 € H.T. soit 3 529.12 € T.T.C.</b>

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

### **13-83) AVENANT ET PROLONGATION DU PLAN D'AMENAGEMENT PATRIMONIAL (P.A.P.)**

Rapporteur : Monsieur Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 10.112 en date du 27 juillet 2010, il a été décidé de valider pour 3 années consécutives le Plan d'Aménagement Patrimonial se composant de 3 axes :

- Axe A : Aménagements de l'Espace Public : Place Chateaubriand et entrée Sud
- Axe B : Actions sur les édifices privés et publics dans le périmètre défini
- Axe C : Actions sur les devantures et les enseignes

Le P.A.P. arrive à échéance dans sa première version ; l'axe A non réalisé à ce jour sera programmé avec les travaux de la 4<sup>ème</sup> tranche du centre ville ; les axes B et C ont été concluants et ont permis de faire aboutir 8 dossiers privés de particuliers ou de commerçants.

Il convient à présent d'élargir le secteur de l'axe B : « Actions sur les édifices privés et publics dans le périmètre défini » et portant actuellement sur les rues suivantes :

- Place Chateaubriand
- Place des Déportés
- Rue Chateaubriand
- Place du Champ de Derrière
- Rue Sainte Barbe
- Rue de la Butte
- Rue des Champs
- Rue de la Barrière
- Rue des Princes
- Rue des Sports
- Rue du Linon
- Place Albert Parent

Cet élargissement porterait sur les rues suivantes :

- Rue Notre Dame
- Place Saint Gilduin
- Place du Moutier

Monsieur HIGNARD propose donc au Conseil Municipal :

- de prolonger le PAP pour une durée de 3 ans
- d'intégrer dans l'axe B « Actions sur les édifices privés et publics dans le périmètre défini » la rue Notre Dame, la Place St Gilduin et la Place du Moutier afin d'obtenir une continuité du périmètre existant

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **13-84) MEDIATHEQUE – MODIFICATION DES CRITERES DE CONSERVATION DES PERIODIQUES**

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT expose au Conseil Municipal que, depuis l'ouverture de la nouvelle médiathèque, les critères retenus pour la conservation de périodiques étaient les suivants :

- Mensuels et plus : 5 dernières années de parution conservées.
- Hebdomadaires et quotidiens : 3 derniers mois de parution conservés.

Après un an et demi de fonctionnement de la nouvelle structure, il convient aujourd'hui de s'interroger sur la pertinence de ces critères.

Si ces derniers se sont avérés judicieux pour les hebdomadaires (4 abonnements en cours) et les quotidiens (2 abonnements en cours), il n'en est pas de même pour les mensuels et autres périodicités (47 abonnements en cours).

En effet, passé une certaine date, ces revues perdent une grande partie de leur intérêt (informations obsolètes, voire fausses, etc.) ; de plus, certains titres ont tendance à ressortir périodiquement les mêmes dossiers ; enfin il est à noter le poids gagné par internet dans la recherche d'informations dont, auparavant, la presse avait la primeur.

Mais surtout, l'expérience montre qu'après un an de parution, les demandes de consultation de numéros plus anciens sont extrêmement rares, voire inexistantes ; les statistiques de prêt confirment cet état de fait, qui plus est pour des parutions vieilles de plus de 2 ans.

Celles-ci occupent donc une place inutile sur les étagères de la réserve. Or, les mètres linéaires pourraient avantageusement être libérés pour accueillir les nombreux ouvrages à traiter dans le cadre de l'opération CNL, dont les acquisitions devraient commencer dès la fin du mois de juin.

Sur l'avis positif de la Commission Culture, réunie le 21 mai 2013, Madame QUEVERT propose au Conseil municipal de modifier les critères de conservation des périodiques de la médiathèque comme suit :

- Mensuels et plus : 2 dernières années de parution conservées.
- Hebdomadaires et quotidiens : 3 derniers mois de parution conservés.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **13-85) INSTALLATIONS CLASSEES – ENQUETE PUBLIQUE – DOSSIER « GAEC DE LA COUR »**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par arrêté en date du 13 Février 2013, Monsieur le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille et Vilaine a prescrit une enquête publique sur le projet présenté par le GAEC DE LA COUR en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'extension d'un élevage de volailles au lieu-dit « Belle Lande » à Combours.

Conformément à l'article R 512-20 du Code de l'Environnement, le Conseil Municipal de COMBOURG est invité à donner son avis sur cette demande d'autorisation.

L'enquête publique s'est déroulée du 13 Mai au 14 Juin 2013. L'avis du Conseil Municipal doit être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

La commission des affaires agricoles a examiné ce dossier lors de sa réunion du 29 Mai 2013. Cette réunion a été suivie d'un déplacement dans un élevage doté d'un dispositif de traitement des fumiers par la méthode du compostage. Ses conclusions sont les suivantes :

Le dossier de construction de deux poulaillers, destinés principalement à l'élevage de dindes, répond aux normes exigées pour ces installations. La commission a noté la mise en place, en sortie des aérateurs, de dispositifs permettant la réduction du bruit et des odeurs.

Le plan d'épandage respecte les normes phosphore. Le tonnage du fumier épandu est en nette diminution par rapport à la situation actuelle.

Le procédé de compostage mis en place permet de traiter les fumiers de volaille en grande partie. 1 200 tonnes sont exportées sous forme de compost. Seulement 52 tonnes de ce compost sont intégrées au plan d'épandage.

Une visite a été organisée sur un site de compostage de fumier de volailles. Les membres de la commission présents n'ont noté aucune nuisance majeure occasionnée par ce mode de compostage. Le produit final est peu ou pas odorant.

Ce process permet de traiter et de valoriser ces fientes en épargnant les terres proches d'un apport excessif en azote et phosphore.

Ces nouvelles techniques permettent de maintenir ce type d'élevage dans la région.

Monsieur LEBRET invite le Conseil Municipal à se prononcer sur ce dossier.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de suivre l'avis de la commission des affaires agricoles ET DONNE UN AVIS FAVORABLE à ce projet.

### **13-86) CONSTRUCTION VOIRIE 2013 – VALIDATION APD ET DCE**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération n° 13.70 en date du 30 avril 2013, le Conseil Municipal a été informé du choix du Maître d'œuvre, l'EURL IDTP de Bobital en ce qui concerne la construction de voirie 2013 en secteurs concédés dont l'enveloppe prévisionnelle des travaux s'élève à 750 000.00 € TTC.

Lors du Conseil Municipal du 27 février 2013, différents secteurs ont été présentés, à savoir pour rappel :

Lieux dit	DESIGNATION	Longueur approximative en mètre
La Bullière	VC317	560
Les Rochers Monniers	VC106	200
La Racinais	VC115	350
La Poissonnière	VC6	160
La Soullardière	VC593	280
La Bouyère	VC555	490
Benouin	VC131	370
Le Rocher Aoustin	VC42	270
La Ville Guillaume	VC122	880
Landrejard	VC581	530
La Madeleine	VOIE SANS N°	30
Le Lizion	VC416 ET VC6	320
Basse Epine	VC152	670
Trémorin	VC55	310
Couvelou	VC63	190
Pont Laron	VC595	420
Le Haye	VC38 ET VOIE SANS N°	140
La Boissière aux Lizions	VC123	650
Le Rouvre	VC108	200
La Rouerie	VC108	50
La Vieux cour	VC22	20
Tréheuc	VC22	80
La Perosselais	VC30	730
Riniac	VOIE SANS N°	70
Hailand	VC39	1160
Les Rivières	VC41 et VC 425	110
Route de la Racinais : chaussée et trottoir		230
Rue de la Duchesse Anne		250
Rue des Princes		70
VC572	VC572	80
Chemin de Ruant	VC180	280
Route de Dingé : chaussée et trottoir	RD82	250
<b>Total en mètre</b>		<b>10400</b>
<b>Aire de covoiturage route de Rennes (en m)</b>	<b>RD795</b>	<b>160</b>
<b>Cours Centre de loisirs à Malouas (en m²)</b>		<b>710 m²</b>

La commission Voirie, Infrastructures et Affaires Rurales s'est réunie le mercredi 29 mai 2013 à 20 heures en mairie. Il a été décidé, lors de cette réunion, de fractionner le marché en tranche ferme et tranches conditionnelles.

L'estimatif des travaux s'élève à 803 586.00 € TTC.

La tranche ferme est de 699 310.00 € TTC.



Les tranches conditionnelles sont les suivantes :

- Les Rochers Monnier pour un montant de 10 699.00 € TTC
- La Souillardière pour un montant de 13 736.00 € TTC
- Hélan pour moitié pour un montant de 33 216.00 € TTC
- Route de la Racinais : chaussée et trottoirs pour un montant de 46 625.00 € TTC

La validation de l'Avant Projet Détaillé entraîne la signature d'un avenant au contrat de maîtrise d'œuvre permettant la notification d'un coût prévisionnel des travaux et fixant sa rémunération définitive

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'approuver l'Avant Projet Définitif (APD)
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
- D'autoriser Le Maire à signer tous les actes nécessaires à cet effet
- D'autoriser le maire à signer et à notifier au maître d'œuvre EURL IDTP de Bobital l'avenant correspondant au coût prévisionnel des travaux et fixant sa rémunération définitive

Il est rappelé que, par délibération n° 08.36 du 1<sup>er</sup> avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

### **13-87) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 30 avril 2013 au 10 juin 2013**, à ce titre, ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
<b>Retrait de sépultures cimetière communal</b>	<b>PF LEGENDRE-GALLET</b> PFG St Malo SARL HIGNARD	<b>7 220.00</b> 13 504.00 15 820.00	<b>8 635.12</b> 16 150.78 18 920.72
<b>Aérateur pour terrain de Football</b>	Labor Hako Vern sur Seiche <b>Rennes Motoculture</b>	5 259.19 <b>3 350.00</b>	6 290.00 <b>4 006.60</b>
<b>Souffleur à Feuilles et autres</b>	<b>ETS QUEVERT COMBOURG</b> ETS LEFRANCOIS COMBOURG	<b>514.21</b> 703.59	<b>615.00</b> 841.49
<b>Barrières métalliques de sécurité</b>	<b>MEFRAN Collectivité Capénéac 56</b> SIGMA – Bethune 62 Ouest Collectivité St Grégoire 35	<b>3 300.00</b> 4 704.00 3 960.00	<b>3 946.80</b> 5 625.98 4 736.16
<b>Réalisation d'un diagnostic amiante pour le réservoir de Bel Air</b>	<b>Spertys/Souquet – Cesson Sévigné</b> DT BATI – Bruz IMPACT - Rennes	<b>150.00</b> 290.00 1 184.04	<b>179.40</b> 346.84 1416.11

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

**13-88) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15<sup>ème</sup> alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 10 mai 2013 (**DIA n° 9**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle section AE n° 152, d'une superficie totale de 459 m<sup>2</sup> et supportant une maison individuelle
- Décision en date du 10 mai 2013 (**DIA n° 10**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle section AD n° 14, d'une superficie totale de 102 m<sup>2</sup> et supportant une maison à usage d'habitation et un commerce
- Décision en date du 10 mai 2013 (**DIA n° 11**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle section AC n° 690, d'une superficie totale de 465 m<sup>2</sup> et supportant une maison individuelle
- Décision en date du 10 mai 2013 (**DIA n° 12**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles section AE n° 516, n°514, n°512, n°39, n°34, n°33, d'une superficie totale de 3 515 m<sup>2</sup> et supportant des jardins
- Décision en date du 10 mai 2013 (**DIA n° 13**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle section AH n° 135, d'une superficie totale de 540 m<sup>2</sup> et supportant une maison individuelle
- Décision en date du 4 juin 2013 (**DIA n° 14**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles section AC n° 385 et n°441, d'une superficie totale de 865 m<sup>2</sup> et supportant une maison individuelle
- Décision en date du 5 juin 2013 (**DIA n° 15**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles section AD n° 709, n°295 et n°109, d'une superficie totale de 302 m<sup>2</sup> et supportant une maison individuelle

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

### **13-89) VŒU POUR LE MAINTIEN DES CENTRES D'EXAMEN DU CODE ET DU PERMIS DE CONDUIRE A COMBOURG**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les syndicats de la profession d'auto-école ont alerté les professionnels de Combours d'un projet de fermeture de plusieurs centres secondaires d'examen du permis de conduire pour des raisons budgétaires.

Les examens seraient transférés à RENNES ou à SAINT MALO.

Les élèves concernés sont ceux situés dans un rayon de 35 kilomètres autour de Combours dont les auto-écoles sont situées à : Combours, Tinténia, Saint Pierre de Plesguen, Bazouges la Pérouse, Guipel et Sens de Bretagne. Cela représente une population globale d'environ 63 000 habitants.

En 2012, **1 600** examens pour le permis de conduire ont eu lieu à Combours.  
16 moniteurs, répartis dans les huit auto-écoles concernées, exercent sur le secteur.

Ces mêmes professionnels s'interrogent sur les gains de productivité mis en avant dans cette réforme, notamment en termes de déplacement. Ils posent les questions suivantes :

- Vaut-il mieux déplacer un inspecteur ou faire déplacer 35 candidats, à raison d'une distance de 40 kilomètres, pour un examen de code ?
  - Vaut-il mieux déplacer un inspecteur ou faire déplacer 12 candidats, à raison d'une distance de 40 kilomètres pour un examen de conduite ?
- 
- Considérant que le nombre de déplacements qui seraient engendrés par un tel changement générerait une dépense supplémentaire pour les familles de candidats du secteur,
  - Considérant que l'obtention du permis de conduire est un élément essentiel pour les jeunes du bassin de vie de Combours, composé essentiellement de communes rurales,
  - Considérant également le risque de perte d'activité des auto-écoles qui pourrait se traduire par des licenciements, voire des fermetures de certaines structures : en effet certains candidats pourraient s'inscrire directement dans les villes centres d'examens au détriment des auto-écoles locales,
  - Considérant enfin la perte de vitalité commerciale des bourgs ruraux, déjà en difficultés,

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'émettre un avis défavorable à ce projet de fermeture et de s'associer aux revendications des auto-écoles locales en demandant une annulation pure et simple de ce projet.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ce vœu et DONNE POUVOIR au Maire pour transmettre celui-ci aux instances concernées.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 H 54.

# **CONSEIL MUNICIPAL**

## **DU MERCREDI 19 JUIN 2013**

**A 20 H 00**

---

### **ORDRE DU JOUR**

---

1. Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
2. Remplacement de Monsieur Theuret dans diverses commissions municipales
3. Lancement de l'enquête publique de l'AVAP
4. Modification du tableau des effectifs au 01/072013
5. Médiathèque – Accompagnement Leader
6. Pôle Santé – Dénomination et numérotage
7. Travaux de maçonnerie sur façade arrière de La Poste et réfection des couvertures sur bâtiments annexes de La Poste
8. Admission en non-valeur – Commune (Années 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2013)
9. Compte-rendu des avenants aux marchés de travaux signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des marchés publics
10. Compte-rendu des avenants aux marchés de maîtrise d'oeuvre signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des marchés publics
11. Avenant et prolongation du Plan d'Aménagement Patrimonial (PAP)
12. Médiathèque – Modification des critères de conservation des périodiques
13. Installations classées – Enquête publique – Dossier « Gaec de LA COUR »
14. Construction de voirie 2013 – Validation APD et DCE
15. Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des marchés publics
16. Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales